

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 GRAVELINES

Gravelines, le

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **VANDEPUTTE**

28 Boulevard de Strasbourg  
ZAC de Landacres - Lot n°9  
62360 Hesdin-l'Abbé

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G3\VANDEPUTTE (ex Ecover)\_Hesdin  
l'Abbé\_0007003642\2\_Inspections\2023\à signer\Vandeputte\_Hesdin l'Abbé\_RAPVI\_0007003642.odt  
Code AIOT : 0007003642

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/10/2023 dans l'établissement VANDEPUTTE implanté 28 Boulevard de Strasbourg ZAC de Landacres – Lot n°9 62360 Hesdin-l'Abbé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VANDEPUTTE
- 28 Boulevard de Strasbourg ZAC de Landacres – Lot n°9 62360 Hesdin-l'Abbé
- Code AIOT : 0007003642
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ECOVER est située dans une zone d'activité récente, créée dans les années 2000. Elle a été autorisée par arrêté préfectoral du 3 avril 2007 à exploiter sur la commune de Hesdin-l'Abbé une unité de fabrication de produits de nettoyage (adoucissants, liquides vaisselles...) écologique pour une capacité de production maximale de 300 t/j.

Elle bénéficie également de l'antériorité au titre de la rubrique 3410 de la nomenclature des installations classées et relève à ce titre de la directive IED.

L'exploitation du site a été reprise par un industriel exerçant la même activité et le même volume d'activité que celles autorisées par l'Arrêté Préfectoral du 3 avril 2007.

Le nouvel exploitant, la société VANDEPUTTE, a déposé une demande d'autorisation de changement d'exploitant en juillet 2016. Le changement d'exploitant a été acté par Arrêté Préfectoral Complémentaire du 27/07/2016.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

L'arrêté de mise en demeure du 08 février 2023 portant sur les rétentions et le porter à connaissance. La direction ayant changé récemment et le responsable maintenance étant en arrêt, le thème a porté sur les vérifications des éléments de sécurité et une discussion sur les compléments à apporter au porter à connaissance déposé en septembre 2023.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le directeur du site, monsieur LEFRANCOIS a quitté la société en novembre 2023. Le jour de l'inspection, des représentants du site de Mouscron étaient présents pour prendre le relais du site et assister à l'inspection. Monsieur ODVART assure la direction de façon transitoire.

Un point a été fait sur le porter à connaissance qui a fait l'objet d'une demande de compléments. Les éléments attendus ont été détaillés.

Lors de la précédente visite, des cubitainers en très grand nombre, remplis de divers produits, étaient stockés le long du site. La majorité des cubitainers ont été retraités en interne sur le site de Mouscron. Il reste une dizaine de cubitainers stockés sous l'auvent, en attente des résultats d'analyses.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08 février 2023 portait sur la présence de ces déchets stockés en extérieur sans rétention et sur le dépôt du porter à connaissance qui permettra de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral du site.

Cet arrêté de mise en demeure fera l'objet d'un recollement lors de la prochaine inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	consommation en eau	Arrêté Préfectoral du 04/04/2007, article 4.1.1.	Sans objet
2	installations électriques	Arrêté Préfectoral du 03/04/2007, article 7.3.4.	Sans objet
3	moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 03/04/2007, article 7.7.2.	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les vérifications réglementaires des éléments de sécurité sont effectuées et tracées. Des observations ont été formulées et des documents sont à envoyer sous un mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : consommation en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2007, article 4.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, consommation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : réseau public = 30 000 m <sup>3</sup> /an débit maximal horaire = 13 m <sup>3</sup> /h débit maximal journalier = 120 m <sup>3</sup> /j
<b>Constats :</b> La consommation annuelle en 2022 a été de 21 044 m <sup>3</sup> , ce qui est conforme à l'arrêté préfectoral (moins de 30 000 m <sup>3</sup> ). Seule la consommation d'eau annuelle a été vérifiée lors de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/04/2007, article 7.3.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> Le dernier rapport des vérifications des installations électriques date du 02 au 03/11/2022. La précédente datait du 15/10/2021. Ces vérifications sont bien effectuées chaque année. Sur le dernier rapport, on trouve quelques observations. Certaines sont récurrentes sur des éléments à refixer. L'exploitant indiquera sous 1 mois les actions correctives qui ont été mises en place pour lever ces observations récurrentes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/04/2007, article 7.7.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le 30 mai 2023, la vérification annuelle par la société CHUBB, a été effectuée pour le système de désenfumage, l'éclairage de sécurité, les RIA, les 3 poteaux incendie, les portes coupe-feu le système SSI. Cette vérification apparaît bien sur le registre sécurité. La périodicité est annuelle. Il manque cependant la vérification de zone ATEX. l'exploitant fournira ce rapport sous 1 mois. Le jour de l'inspection, un dérangement était affiché sur la centrale d'incendie, ce dérangement a été corrigé dans la journée (photo envoyée à l'inspection) et la société qui contrôle cette centrale intervient le 23 et 24 novembre 2023 pour la visite annuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite